

TARIFS POUR L'UTILISATION DES ŒUVRES, PHONOGRAMMES ET/OU ENREGISTREMENTS
AUDIOVISUELS ET INTERPRÉTATIONS Y CONTENUES DU RÉPERTOIRE D'EKKI PAR LES
PRESTATAIRES DE SERVICES DE VOD ET DE STREAMING SUR INTERNET

I. DROITS CONCERNÉS

Les droits reconnus par le décret-loi royal 1/1996 du 12 avril, par lequel est approuvé le texte refondu de la loi sur la propriété intellectuelle, régularisant, clarifiant et harmonisant les dispositions légales en vigueur sur le sujet (ci-après, loi « LPI »), qui sont autorisés et acquittés moyennant l'application de ces tarifs sont :

- a. Les droits exclusifs de reproduction et de communication au public, en ce compris la mise à disposition, qui reviennent aux auteurs d'œuvres audiovisuelles et d'autres œuvres, qu'elles soient musicales, littéraires ou graphiques, incorporées aux premières, correspondant aux art. 18 et 20.2.i) de la LPI.
- b. Le droit de rémunération pour les auteurs indiqués à l'alinéa précédent, correspondant à l'art. 90.4 de la LPI.
- c. Le droit de rémunération pour les artistes-interprètes ou exécutants prévu à l'art. 108.3 de la LPI.

II. RÉPERTOIRE D'EKKI

Le répertoire d'EKKI concerné par ces tarifs est limité aux prestations suivantes, si leurs titulaires ou leurs mandants en ont confié la gestion à EKKI, pour toutes les modalités indiquées au point précédent :

- a. Les œuvres audiovisuelles, notamment les contributions de direction/réalisation, scénario, et les œuvres musicales.
- b. Les œuvres musicales incorporées à toute œuvre audiovisuelle.
- c. Les prestations des artistes-interprètes ou exécutants incorporées à l'une des œuvres indiquées aux points a et b ci-dessus.
- d. Les phonogrammes et enregistrements de son.
- e. Les enregistrements audiovisuels.

III. IDENTIFICATION DE L'UTILISATEUR

Les utilisateurs visés par ces tarifs sont les prestataires de services de VOD et de *streaming* en ligne ; ceux qui réalisent l'exploitation du répertoire indiqué au paragraphe II précédent, que le visionnage par l'utilisateur final soit payant ou gratuit.

Sont expressément exclus de ces tarifs les opérateurs de télévision réalisant une exploitation similaire, qui devront recourir à leurs tarifs spécifiques.

IV. BASE IMPOSABLE

Seront imposables, à titre indicatif et non limitatif :

1. Les recettes provenant des abonnements des abonnés ou inscrits
2. Les apports en capital réalisés pour la couverture du déficit d'exploitation
3. Les subventions reçues pour le développement de l'activité
4. Les recettes provenant de la publicité, qu'elles concernent :
 - a. Des contreparties financières
 - i. Notamment les sommes versées par des partenaires pour la production ou coproduction d'émissions propres
 - b. Si aucune contrepartie financière n'est reçue, les recettes seront calculées de façon analogue, en appliquant le tarif type que la chaîne fixera pour un espace équivalent à l'espace publicitaire fourni à titre gracieux
5. Les dépenses engagées par des tiers, conformément aux règles de comptabilité

Seront considérées comme Recettes non imposables :

1. Les subventions destinées à couvrir les frais que les utilisateurs n'ont pas à assumer dans l'exercice normal de leur activité, notamment :
 - a. les coûts ponctuels ou imprévisibles ;
 - b. les coûts qui ne sont pas strictement nécessaires à l'exercice de l'activité et qui n'ont pas de répercussion sur les recettes ;
 - c. les coûts supportés par les opérateurs publics en raison de leur statut.
2. Les subventions destinées à couvrir le paiement des droits des sociétés de gestion.
3. Les autres recettes étrangères à l'activité habituelle des utilisateurs et non liées à l'exploitation d'un répertoire.

V. TAUX TARIFAIRE

Les taux tarifaires suivants seront appliqués à la base identifiée au paragraphe IV ci-dessus :

VOD - STREAMING ŒUVRES + ENREGISTREMENTS AUDIOVISUELS ET INTERPRÉTATIONS						
AUTEURS			Interprétations musicales fixés dans des phonogrammes	Interprétations musicales propres aux enregistrements audiovisuels	Interprétations audiovisuelles (spectacle, chant, etc.)	TOTAL
Reproduction	Com. publique	Total				
1,60 %	2,50 %	4,10 %	4 %	0,60 %	1,30 %	10,00 %

Il sera appliqué à tous les taux exprimés un modificateur pour utilisation effective. L'utilisation effective sera déterminée via la remise de relevés d'utilisation périodiques par l'utilisateur, qu'EKKI comparera à son répertoire pour la détermination du taux final applicable. Le taux final applicable sera déterminé d'après la proportion de l'utilisation du répertoire d'EKKI par rapport à l'utilisation totale du répertoire :

$$\text{Taux applicable} \times \% \text{ d'utilisation effective} = \text{Taux final applicable}$$

VI. TARIFS MINIMA

Dans le cas où l'application des taux tarifaires ci-dessus donnerait un chiffre inférieur à ceux indiqués ci-après, les utilisateurs devront s'acquitter des tarifs minima suivants :

- Si le modèle d'entreprise de l'utilisateur est par abonnement : 0,02 € par mois par abonné
- Si le modèle d'entreprise de l'utilisateur est de paiement unitaire pour l'accès à l'œuvre audiovisuelle : 0,005 € par accès
- Si le modèle d'entreprise de l'utilisateur est d'accès gratuit, avec ou sans publicité : 0,001 € par visionnage

Dans le cas où le modèle d'entreprise de l'utilisateur serait mixte, les utilisations seront séparées selon le modèle d'entreprise et chaque tarif s'appliquera uniquement aux utilisations correspondantes.